

L'ENGAGEMENT MILITANT À L'EXTRÊME DROITE : LE CAS DE LA SECTION FÉMININE DE LA PHALANGE ESPAGNOLE

(ANNÉES 30)

Marie-Aline BARRACHINA
Université de Nice Sophia Antipolis, CMMC

Le 28 décembre 1939, le général Franco accorde à la Section Féminine de la Phalange le monopole de l'encadrement des femmes espagnoles. Il consacre ainsi la relative victoire de Pilar Primo de Rivera sur Mercedes Sanz Bachiller, fondatrice, en octobre 1936, du Secours d'Hiver devenu plus tard le Secours social, et sur María Rosa Urraca Pastor, représentante des militantes « réquétés », et à qui avait été confiée pendant la guerre la Délégation Nationale des Fronts et Hôpitaux militaires.

C'est seulement 38 ans plus tard, en avril 1977, à la suite du décret qui démantèle le Mouvement National et son administration que la soeur de José Antonio Primo de Rivera quitte sa charge de Déléguée Nationale de la Section Féminine du Mouvement. Elle est alors, de toutes les personnalités en vue du franquisme, la seule à avoir conservé son poste tout au long de la dictature. Autant dire que pendant près de quarante ans, la Section Féminine et sa Déléguée Nationale ont imposé leur contrôle sur la vie domestique et extra domestique des femmes espagnoles, et se sont efforcées de maîtriser les conséquences à court et moyen terme des évolutions sociales, politiques et économiques de la période.

Un tel phénomène de longévité mériterait que l'on s'interroge à son sujet, certes, mais c'est à l'origine de cette organisation, aux circonstances de sa naissance et à l'histoire de ses avatars jusqu'à la Guerre civile que l'on va s'intéresser maintenant.

Face au militantisme des femmes de gauche, dont les exigences et les convictions sont en cohérence avec la reconnaissance de leurs droits civiques et juridiques, il convient de se pencher sur le cas apparemment paradoxal de ces autres femmes qui, au contraire, se sont engagées avec au moins autant de conviction dans l'autre camp, pour militer, en somme, contre leur propre liberté auprès de la Phalange puis de Franco.

On essaiera de voir comment, dans des circonstances politiques particulières, une certaine droite extrême et autoritaire a pu mobiliser une partie non négligeable de la population féminine espagnole sur des bases complexes, qui faisaient de l'idéologie de la femme au foyer, mère et épouse sacrifiée, gardienne des valeurs morales du catholicisme, *un acte politique librement choisi*.

Dans le contexte des années vingt du XXe siècle, la droite classique et traditionnelle avait tout intérêt à flatter une population féminine très largement analphabète, économiquement dépendante¹, dont la passivité relative représentait une force conservatrice appréciable. Aussi cette droite a-t-elle su, dès qu'elle s'est sentie un tant soit peu menacée, satisfaire certaines exigences sociales et sanitaires d'intérêt public dont les retombées politiques pouvaient lui être salutaires. C'est sans doute ainsi qu'il faut interpréter les

¹ En 1930, 37,2% de la population féminine âgée de 14 à 60 ans est analphabète ; 62,37% de la population féminine, exception faite des fillettes en bas âge, figurent au recensement à la seule rubrique : membre de la famille. (Calculs élaborés par mes soins sur la base du recensement de 1930).

quelques lois sociales concernant le travail et la maternité qui furent promulguées au début du XXe siècle et sous la dictature du Général Miguel Primo de Rivera².

En revanche, le fascisme tel qu'il est introduit en Espagne dès 1930, fondant toute sa légitimation sur de prétendues valeurs « viriles » excluant les faibles, ne pouvait envisager d'intégrer les femmes dans son projet politique initial. Ce sont les impératifs logistiques liés à la radicalisation des tensions en 1934, puis à la recrudescence de la violence sous le Front populaire, qui incitent finalement José Antonio Primo de Rivera à tenir compte de la présence des femmes dans son entourage et à mettre à profit un militantisme spécifiquement féminin.

Certes, il y eut auparavant quelques cas, qui relèvent d'ailleurs de démarches opposées, comme celle du Dr. Albiñana, fondateur en avril 1930 du Parti Nationaliste Espagnol, qui prônait l'engagement militant des femmes dans son parti. Il créa donc « las Legionarias de España », à côté des « Legionarios de España ». Or, comme l'a affirmé en son temps H. R. Southworth, même si bien des futurs phalangistes furent d'abord adhérents de son parti, Albiñana était un « un conservateur indiscipliné » plutôt qu'un précurseur du fascisme (SOUTHWORTH, 1967 : 30). Et c'est sans doute parce que son projet relevait davantage de l'idéologie de la droite classique que du fascisme qu'il avait envisagé d'enrôler des légionnaires féminines. Il avait su comprendre que des jeunes femmes enthousiastes et avides d'action pouvaient être d'un grand secours à la cause qu'il voulait défendre, et que ce secours pouvait être autre chose que la force d'inertie sur laquelle reposait la droite traditionnelle.

Au contraire du Dr. Albiñana, c'est d'abord à son insu, puis contraint et forcé, que Ramiro Ledesma Ramos dut accueillir sa première militante. Opposé à tout militantisme féminin au sein de ses JONS (Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalistas) il était convaincu que les femmes n'avaient pas d'avenir politique. Or, en novembre 1932 l'étudiante en « Filosofía y Letras » Justina Rodríguez de Viguri parvint à tromper la vigilance des militants recruteurs, et en masculinisant son prénom, elle devint la première militante des JONS. Ledesma Ramos fut mis devant le fait accompli, accepta l'idée de l'admission des femmes et, plus tard, Justina fut chargée de l'encadrement dans sa Faculté (JATO MIRANDA, 1954 : 142).

La proclamation de la République, suivie de la loi sur le droit de vote pour les femmes, la pression plus ou moins dissimulée de certaines jeunes femmes³, et la situation générale⁴ finirent pas obliger les proto-fascistes espagnols à dissimuler leur indifférence ou leur hostilité à l'égard des femmes derrière une sollicitude de circonstances. Un nouveau discours va naître. Les droits civiques des femmes étant reconnus, ainsi que leurs droits

² La loi Sallarés-Pla, proposée en 1892, fixe à un maximum de 16 heures le travail quotidien des femmes âgées de 16 à 23 ans, c'est-à-dire pendant la période la plus propice à la maternité. La loi du 13 mars 1900 permet aux femmes d'abandonner leur travail six semaines avant leur accouchement et leur interdit de travailler pendant les six semaines qui suivent, garantissant que leur emploi leur sera conservé pendant ces deux périodes. La loi du 27 février 1912, enfin, dite « loi de la chaise » impose aux employeurs de mettre des sièges à la disposition des travailleuses du commerce. C'est aussi au nom de la valorisation du corps reproducteur que les lois interdisent. En 1897, le travail dans les mines est interdit aux femmes ; en 1908, un décret donne une longue liste d'activités professionnelles interdites aux femmes – et aux enfants – pour des raisons sanitaires. Soulignons que ces lois, qui ne corrigent que partiellement des abus ne concernant pas que la santé des femmes et des enfants, révèlent de ce fait le véritable projet du législateur, plus préoccupé de sauvegarder le potentiel de main d'œuvre que la santé publique. Autrement dit, la législation tardive qui régleme en Espagne le travail des femmes, suit scrupuleusement les conseils des hygiénistes soucieux de la santé de l'espèce davantage que du bien être de l'individu-femme. Primo de Rivera avait même cédé quelques sièges aux Cortes en 1927.

³ En 1931-1932, il y a 8,9% d'étudiantes sur l'ensemble de la population étudiante madrilène, ce qui représente plusieurs centaines de jeunes filles. (SAMANIEGO BONEU, 1977 : 356).

⁴ Rappelons que l'année 1932 a vu voter les lois sur la réforme agraire, sur le statut d'autonomie de la Catalogne, sur le divorce, autant de dispositions législatives conflictuelles qui conduisent à une radicalisation des positions de la droite.

juridiques, sociaux et économiques, il fallait faire contre mauvaise fortune bon cœur et, à l'instar de la droite classique et des partis progressistes, mettre en place une stratégie de captation.

Les femmes devenaient un enjeu politique que la gauche et la droite allaient se disputer sur des thèmes confus car, culturellement, économiquement et politiquement mal préparées, elles apparaissaient aux yeux des uns et des autres comme des proies faciles, que fascinaient des promesses de reconnaissance. De toutes parts, on les déclarait dignes, intellectuellement valables, mais aussi, bien sûr, fondamentalement différentes. C'est sur les contours et les limites de cette différence que se fondent des argumentaires souvent antagoniques et néanmoins semblables. La Phalange Espagnole voit le jour dans ce contexte, suivie de peu par sa Section Féminine.

Rappelons tout de même que l'engagement féminin n'est pas une totale nouveauté, à droite comme à gauche. Il existait, bien avant la proclamation de la seconde République, des associations féminines plus ou moins conservatrices qui, s'étant tout d'abord constituées dans le droit-fil de l'action des dames patronnesses à la fin du XIXe siècle, avaient sans aucun doute contribué, par leurs actions de protestation, à la mise en œuvre de certaines lois protectrices des femmes ouvrières. Conscientes de la nécessité, pour les jeunes filles de la moyenne et de la petite bourgeoisie, de subvenir à leurs propres besoins dans une société en pleine mutation, elles avaient soutenu les mouvements en faveur de l'éducation et du travail des femmes et avaient revendiqué le droit de vote à la suite des grandes voix féministes telles que Concepción Arenal (1820-1893), Carmen de Burgos (1867-1932) ou Emilia Pardo Bazán (1851-1921)...

À côté des militantes et des associations féminines et féministes qui s'étaient développées tout au long de la Restauration, l'Église avait soutenu les initiatives patronales de création de syndicats à leur solde qui, s'ils avaient eu globalement peu de succès, avaient tout au moins trouvé quelque écho auprès des ouvrières du textile, surtout grâce à l'action de la militante catholique en faveur de la protection des ouvrières que fut María de Echarri (1878-1955)⁵. Par ailleurs, à la fin de la dictature de Primo de Rivera, le Cardinal Primat d'Espagne Segura avait recommandé et obtenu la création d'une Jeunesse Féminine Catholique (1929), montrant ainsi à quel point il était conscient de ce que représenterait l'encadrement de la jeunesse dans les enjeux à venir. Autrement dit, l'engagement féminin dans la droite catholique était une réalité dans l'Espagne de la fin des années 30. Mais ce n'est pas parmi ces femmes déjà bien encadrées dans leurs convictions et dans leur milieu que l'on trouvera les premières militantes de la Phalange.

Les premières militantes de la future Phalange, comme Justina Rodríguez de Viguri, (qui adhère tout d'abord aux JONS de Ledesma Ramos) ou Dora Maqueda, (tout d'abord attirée par les phalanges légionnaires du Dr. Albiñana), se trouvent dans une situation de transition et d'incertitude, du fait de leur position instable dans la société et du fait que, étudiantes, elles se trouvent soudainement propulsées dans un monde nouveau et inconnu d'elles, celui-là même de leurs compagnons masculins.

Des jeunes filles issues de la petite bourgeoisie ou de l'aristocratie rurale comme Dora Maqueda ou, un peu plus tard, Mercedes Fornica, sont isolées dans la capitale, coupées de leur famille, et livrées, en quelque sorte, aux mirages de l'activisme, car elles entendent bien faire usage de leurs tout nouveaux droits juridiques et politiques, sans en maîtriser totalement le sens et les implications. Émues par l'injustice, elles se refusent à croire aux vertus de la charité conservatrice car elles pensent que « la droite » ne saurait résoudre les problèmes sociaux. Mais elles ont du mal à envisager un monde qui ne serait pas régi par les valeurs qui

⁵ Maria de Echarri fut très active dans la défense de la fameuse « loi de la chaise » (1912). Elle sera plus tard conseillère municipale pour Madrid sous la Dictature de Primo de Rivera ...

les ont nourries depuis leur enfance. Soutenues depuis toujours par une conception métaphysique du monde et par une extrême valorisation des concepts très catholiques de sacrifice et de don de soi, elles seront naturellement séduites par les discours enflammés des « justiciers » de l'extrême droite.

Reste à définir ce qui, dans le langage des JONS, des Légionnaires d'Albiñana, et surtout de Primo de Rivera, a pu pousser ces jeunes filles à une rupture avec la traditionnelle discrétion de leur milieu, pour la recherche d'un idéal plus exaltant.

Le cheminement de Dora Maqueda, future secrétaire (éphémère) de la Section Féminine de la Phalange, est assez exemplaire. Elle a 17 ans au moment où elle arrive à Madrid pour étudier à l'École Supérieure de commerce au début de l'année universitaire 1931-1932. Cette même année, on l'a vu plus haut, le nombre d'étudiantes a brutalement augmenté à Madrid, où elles sont désormais un millier. Ces jeunes étudiantes sont sans doute moins perméables à la propagande traditionnelle de l'Église, et plus réceptives à toutes les « idées nouvelles » qui peuvent les solliciter. Rappelons que lors du XIII^e Congrès du PSOE, en 1932, la déléguée Manuela Fernández a insisté sur la nécessité de réaliser un travail culturel auprès de la population féminine socialiste, montrant à quel point une telle entreprise était nécessaire pour libérer les femmes d'une éducation confessionnelle réactionnaire. Ce vœu est resté lettre morte. De son côté, le Parti communiste ne comptait qu'environ 3000 adhérentes, et malgré les efforts de certain(e)s, comme Dolorès Ibarruri, il ne peut se livrer à un gros travail idéologique auprès des femmes.

En fait, et malgré la mise en application des lois qui découlent de la Constitution, l'année 1932 est peu marquée par une mobilisation féminine en faveur de la République. En revanche, la droite tout entière se tourne vers les femmes, exploitant à fond les thèmes que lui offre la conjoncture : défense de la morale et de la Religion, défense de la Famille, condamnation sans appel du divorce.

Donc, à peine arrivée dans la capitale, Dora Maqueda est frappée par l'effervescence qui y règne et qui se manifeste surtout en milieu étudiant. Les valeurs qu'elle croyait inébranlables semblent s'effondrer : l'ordre social, le respect de la Religion, la Famille, etc. Par ailleurs, elle découvre pour la première fois la réalité de l'injustice sociale.

[...] je commençais à me demander pourquoi il y avait une telle injustice sociale, un tel retard culturel, un tel manque d'orientation économique, pourquoi quelques-uns, très peu, accumulaient de grandes fortunes et d'autres, beaucoup, beaucoup trop, manquaient même des choses les plus indispensables. (BARRACHINA, 1976).

Elle commence à rencontrer des gens, à essayer de comprendre. Elle croit trouver une solution dans le socialisme, comme beaucoup de jeunes gens, avant de s'engager dans l'extrême droite fascisante. La réponse que lui donnait le communisme ne lui semblait pas valable, dit-elle, « parce que le communisme niait ma patrie, niait mon Dieu, niait ma famille » (BARRACHINA, 1976). En fait, l'engagement à gauche ne pouvait lui convenir, car il impliquait un bouleversement social et personnel dont au fond d'elle-même elle ne voulait pas, en dépit de ses enthousiasmes aussi généreux que naïfs et superficiels. Ce qu'elle recherche, elle finit par le trouver auprès de José Antonio Primo de Rivera, après un bref passage auprès d'Albiñana qui, dès la proclamation de la République, avait multiplié les conférences. Dora Maqueda assiste à l'une de ces conférences. Elle écrit à Albiñana. Il vient personnellement la voir. Sa personnalité et ses idées la séduisent. Ne prétend-il pas qu'il faut « trancher dans le corps malade de la société espagnole pour obtenir sa rédemption » ? Elle est bien jeune alors, ne sait pas qu'Albiñana se contente de reprendre un lieu commun vieux de plusieurs siècles, susceptible de légitimer tous les abus et toutes les exactions. Elle ne sait

pas que c'est sur cette conception organiciste de la société que se construisent les systèmes totalitaires alors en plein essor. Elle s'engage donc auprès des dames légionnaires d'Albiñana.

Le Dr. Albiñana entraînait la jeunesse... mais toutes ses thèses ne me convainquaient pas. En partie oui, ... son patriotisme... son désir d'élever l'Espagne à un niveau de culture supérieur... son désir de justice à l'égard des ouvriers... (BARRACHINA, 1976)

Mais – c'est en tout cas ce qu'elle affirme quarante ans plus tard – la jeune Dora constate que toutes ces réunions « n'aboutissent à rien », qu'elle a besoin de « quelque chose de plus grand, de plus concret, quelque chose qui prenne en compte la situation globale ». C'est ainsi qu'elle se tourne peu à peu vers d'autres.

Au printemps 1932, les étudiants catholiques s'insurgent contre ce qu'ils considèrent comme les « privilèges » de la FUE (Fédération universitaire espagnole) alors très puissante, et qui cristallise l'hostilité des jeunes catholiques à la suite des réformes concernant l'enseignement confessionnel. Le 6 avril, 57 étudiants sont arrêtés. Dora Maqueda, comme bien d'autres, leur rend visite. Dans *Madrid de Corte a Checa* (1938) Agustín de Foxá que l'on ne peut soupçonner de sympathie pour la République, ironise :

À cette époque, il était élégant d'aller à la prison rendre visite aux détenus de droite. on profitait du retour du Club de la Casa de Campo pour passer par la Modelo. (FOXÁ, 1938 : 877)

À l'occasion de ces visites, la jeune Dora rencontre ses recruteurs qui l'initient au proto-fascisme. Incapable de mettre en cause sa classe et son milieu, elle met en cause des individus, un « esprit », qu'elle croit responsable de la « dégénérescence sociale ».

À la rentrée de 1932, Justina Rodríguez de Viguri a adhéré aux JONS. Dora Maqueda, devenue entre temps Légionnaire d'Espagne, a des contacts de plus en plus fréquents avec ce petit monde qui gravite autour de l'activisme d'extrême droite, qui finit par se rencontrer et par pactiser. En mars 1933 – Hitler vient d'accéder au pouvoir en Allemagne – José Antonio Primo de Rivera rencontre Albiñana et Ledesma qui a lui-même déjà pactisé quelques mois plus tôt avec le vallsolétain O. Redondo. Dans le même temps, le même José Antonio tente la publication de *El Fascio*, dont le titre est bien explicite.

C'est ainsi que par l'intermédiaire d'un ami d'Albiñana, Dora Maqueda commence à collaborer avec le nouveau mouvement qui deviendra quelques mois plus tard la Phalange Espagnole. Certes, elle fait encore partie des légionnaires d'Espagne, mais elle pense, dit-elle, que « tous ces leaders de la droite, dans le fond, défendent leurs intérêts ; ils défendent par dessus tout leurs terres, même si ceux qui n'ont rien doivent en mourir » (BARRACHINA, 1976). Le langage « social » de José Antonio lui semble plus apte à satisfaire son désir d'ordre et de grandeur. Ce cheminement a été celui de nombreux futurs phalangistes, insatisfaits du régime monarchique, et qui, ayant d'abord cru trouver dans la République « un ordre nouveau », se sont rapidement tournés vers le fascisme qui leur apparaissait comme le seul moyen d'imposer l'ordre et de maintenir des valeurs « classiques », sous couvert de « révolution totale ».

Dora Maqueda raconte que sa première activité au sein de son groupe fut une distribution de tracts à l'occasion de la célébration du 2 mai.

Nous profitons de l'exaltation du 2 mai comme date historique nationale du soulèvement des Madrilènes contre les troupes françaises de Napoléon, pour faire propagande de nos idées ; car si, à ce moment-là, il n'y avait pas de troupes napoléoniennes, il y avait une menace russe, il y avait une menace de dislocation ; l'Espagne se défaisait ; et alors c'était comme une invitation... pour que l'Espagne sente la douleur de l'Espagne, et pour qu'elle se soulève, non par les armes, mais simplement par la lutte, pour empêcher cette propagande qui détruisait tout : le communisme, le séparatisme... (BARRACHINA, 1976)

Ce que ne précise pas Dora Maqueda, c'est que cette date, historique en effet, coïncide à un jour près avec le premier mai, date de la fête des travailleurs, et qu'il s'agissait donc en fait d'une véritable provocation.

En ce milieu d'année 1933, il y a donc déjà quelques jeunes personnes qui gravitent autour des groupuscules fascistes. Mais on est encore très loin de l'idée d'une section féminine, et les étudiantes sont à peine tolérées. Pendant ce temps, les effectifs de chacun des groupes augmentent. À Madrid, il y a environ 200 membres des JONS qui se préparent assidûment à l'action violente. A Valladolid, le syndicat d'Onésimo Redondo compte environ 3000 membres. Pendant l'été, des rencontres ont lieu entre Primo de Rivera, Ledesma, des militants d'Albiñana, et après l'arrestation d'une centaine de suspects fascistes dans toute l'Espagne vers le 20 juillet, les visites aux détenus dans les prisons se multiplient.

Pourtant, José Antonio et ses compagnons n'accordent toujours aucun intérêt aux femmes, qui sont à peine une dizaine le 29 octobre 1933, lors de la fondation du FE. Elles ne sont reconnues que comme objets de séduction : José Antonio Primo de Rivera déclare ne pas vouloir mériter d'être répugnant aux yeux de ses électrices (Cadix, 5 novembre 1933) ; au mieux, elles sont vues comme une garantie de la stabilité familiale (Primo de Rivera refuse de plaider les causes de divorce). Plus brutal, Julio Ruiz de Alda propose que l'on ferme l'accès des universités aux jeunes filles afin de limiter le chômage des jeunes diplômés (RUIZ DE ALDA, 1939).

C'est pourtant peu après la fondation de *FE* et peu après les élections de 1933 que la Phalange, à l'instar de tous les autres partis, se voit contrainte de définir le rôle politique et civique des femmes et de tenter de les attirer.

Le nouveau parti publie le 7 décembre 1933 un « programme » très sommaire et flou intitulé « les neuf points initiaux de la Phalange », qui propose la constitution d'un état corporatiste, basé sur la famille, la municipalité, la profession. Du propre aveu de Francisco Bravo Martínez, l'un des premiers phalangistes, ce n'est qu'après la fusion avec les JONS que naît véritablement le mouvement (BRAVO MARTÍNEZ, 1943 : 36). Les actes de violence se multiplient, et au mois de janvier 1934, la vente de l'hebdomadaire de la Phalange, *FE*, est l'occasion de bagarres sanglantes. Le 9 février, la mort de l'étudiant phalangiste Matías Montero marque le point de départ d'une nouvelle escalade de violence, et la constitution, sur le modèle déjà initié par Ledesma, de la « Phalange du sang » menée par le phalangiste Ansaldo. Coups de main et bagarres de rues se multiplient tout au long du printemps, avec les arrestations qui s'ensuivent. C'est alors qu'apparaissent pour la première fois des appels aux « jeunesses féminines » dans l'hebdomadaire *FE* (26 avril).

Les violences se poursuivent. En mai, *FE* est suspendu pour deux mois. En juin, suite à l'assassinat de la jeune ouvrière socialiste Juanita Rico, une descente de police au siège de la Phalange (rue du Marqués del Riscal) permet l'arrestation d'une soixantaine de phalangistes. Par la force des événements, les filles deviennent indispensables, comme visiteuses de prisons, éventuellement comme infirmières ou garde-malades. L'organe de presse de la Phalange publie donc le 5 juillet 1934 un appel aux étudiantes (*FE* n°13). Dans la foulée, le SEU s'ouvre aux étudiantes par la création en son sein d'une Section Féminine. Résolu à ne laisser passer aucune opportunité pour élargir son champ d'influence, José Antonio Primo de Rivera fait circuler, au nom des femmes de la Phalange, un manifeste reproduit à 20 000 exemplaires. Ce manifeste, qui est un appel sans ambiguïté à l'engagement féminin, définit très explicitement le rôle assigné aux femmes, qui ne doivent pas se battre, mais convaincre par l'exemple, et apporter aux hommes leur soutien par l'assurance de leur compréhension.

Les femmes phalangistes restent cantonnées à leur rôle d'assistance, alors que par ailleurs, la radicalisation des extrêmes qui a lieu au cours de l'été 1934 favorise la multiplication des adhésions. Quelques femmes non étudiantes commencent à s'affilier au SEU, alors que de l'autre côté, les « Femmes Antifascistes », de plus en plus nombreuses, sont de plus en plus actives et de plus en plus organisées. La tension culmine avec le mouvement du début de l'automne 1934.

Dans cette situation de crise, José Antonio Primo de Rivera voit l'occasion de s'imposer comme chef unique. C'est la raison, les 5, 6 et 7 octobre 1934, de la réunion en urgence, et sans ordre du jour prédéfini, du premier Conseil National de la Phalange⁶. C'est à la faveur de ce premier Conseil National très informel (pas d'actes enregistrés de cette réunion) qu'est décidée la création d'une Section Féminine de la Phalange dépendant directement de Primo de Rivera et indépendante du SEU. D'après Dora Maqueda, cette idée émane du Délégué National José Antonio Martín (c'est lui qui avait introduit la jeune femme auprès de Primo de Rivera). Quelques semaines plus tard, en décembre 1934, le statut de la Section Féminine est approuvé. On constate, à la lecture de ce statut que l'organisation, très hiérarchisée, est calquée sur l'organisation du parti lui-même, et que chaque niveau de la hiérarchie doit doublement rendre compte : à son homologue masculin et à son supérieur dans la hiérarchie de la Section Féminine⁷. Il importe aussi de noter que deux types de tâches sont assignées à la Section Féminine : des tâches matérielles ou morales correspondant aux tâches matérielles et morales traditionnellement attribuées aux femmes (confection et broderie, assistance et visites des prisonniers, voire soin des blessés, soutien des militants dans toutes leurs tâches); des tâches plus politiques de propagande et de prosélytisme parmi les femmes.

À ce propos, le texte du statut fournit les éléments fondamentaux de la propagande à développer : tout d'abord, tenant compte de la reconnaissance des droits civiques, il accorde aux femmes un rôle national actif, et insiste même sur la nécessité de leur faire place « en tant que noyau de la Nation ». À partir de ce présupposé, le texte énumère les thèmes du phalangisme : pour faire renaître une Espagne Grande et impériale, développer l'esprit national syndicaliste dans tous les secteurs, stimuler dans la population féminine l'amour pour la Patrie, pour l'Etat et pour les glorieuses traditions de la Nation, souligner, enfin, le caractère irremplaçable des femmes dont l'influence irradie « en todo el ámbito de la vida ». En d'autres termes, ce statut contient en germe la totalité des termes de la propagande en direction des femmes, et la totalité d'une conception de leur rôle dans la société politique et civile qui va dominer dans les années de guerre et d'immédiat après-guerre.

Quoi qu'il en soit, la Section Féminine de la Phalange se développe petit à petit. Au début de l'année 1935, en pleine répression contre le mouvement des Asturies et de Catalogne, le SEU s'étoffe, et le nombre des militantes à l'intérieur du SEU devient assez important pour que quelques étudiantes deviennent conseillères nationales du syndicat étudiant. Il s'agit de Mercedes Formica, de Gloria Nieves, de Justina Rodríguez de Viguri déjà évoquée, toutes trois étudiantes en Lettres. Marichu Fresno, étudiante en médecine, les rejoint bientôt.

Finalement, au fur et à mesure que s'écoule l'année 1935, la Section Féminine établit tant bien que mal des contacts dans une vingtaine de provinces. D'après Pilar Primo de Rivera, il y aurait en janvier 1936 quatorze chefs provinciales de la Section Féminine. Mais chacune n'a alors sous ses ordres qu'une poignée de militantes. C'est en fait à Madrid

⁶ Pour ce processus de prise du pouvoir par Primo de Rivera sur la Phalange, et sur la question de son soutien au nouveau gouvernement en dépit de l'hostilité déclarée de Ledesma devant cette décision du nouveau chef unique de la Phalange, voir RODRÍGUEZ JIMÉNEZ, 2000, chap. 3.

⁷ Chef Nationale : Pilar Primo de Rivera ; Secrétaire Nationale : Dora Maqueda ; Chef Provinciale pour Madrid : Maria Aramburu ; Secrétaire Provinciale pour Madrid : Inés Primo de Rivera.

seulement que la Section Féminine existe réellement alors, et assure quelques tâches auprès des détenus et dans les meetings.

Et c'est seulement à partir du Front populaire que ces tâches se multiplient, se diversifient, et atteignent parfois – exceptionnellement – un certain degré de dangerosité : transport et dissimulation d'armes ou de consignes, hébergement de délinquants recherchés.

Néanmoins, l'augmentation du nombre des affiliées dans les provinces coïncide avec la fascisation générale de la droite et, de la même façon qu'il avait été de bon ton d'arborer la croix lors des premiers mois de la République, il est de bon ton sous le Front populaire, parmi les femmes de la haute bourgeoisie et de l'aristocratie, d'arborer l'insigne de la Phalange. Cependant, jamais la Section Féminine n'a pris d'initiative pendant cette période, et c'est à peine si, une fois, une militante a pu se montrer à la tribune : à Santander, où Rosario Pereda apparaît en compagnie de José Antonio Primo de Rivera et de Manuel Hedilla.

Pourtant, l'année 1934 marque véritablement un tournant, puisque les circonstances de cette année-là obligent la Phalange à reconnaître les femmes comme militantes potentielles, et à créer pour elles une Section Féminine qui doit les encadrer.

En réalité, c'est seulement avec la Guerre civile que les femmes de la Phalange trouvent les raisons idéologiques de leur engagement qui, fondé sur les notions de service et de sacrifice, va leur permettre, par la force des circonstances, de sortir du cadre traditionnel de la famille pour déverser dans l'espace public les qualités et les vertus réputées être l'apanage de la féminité. Cette liberté nouvelle leur est offerte en échange de ces activités qui, pour être réputées féminines, n'en sont pas moins indispensables en temps de guerre. Mais les cadres de la Section Féminine ont pour fonction de contrôler cette liberté autant que de la susciter. Aussi, dès le premier Conseil National de la Section Féminine de la Phalange, en janvier 1937, la Déléguée Nationale Pilar Primo de Rivera éprouve le besoin de rappeler ses militantes à l'ordre familial et domestique. Elle a conscience du danger qu'il y a, pour l'ordre patriarcal traditionnel, à inciter des femmes à quitter le cadre domestique, serait-ce dans l'intérêt supérieur de l'Etat National et au nom du National Catholicisme. Aussi les Conseils Nationaux suivants sont-ils en partie consacrés à l'élaboration d'une doctrine du rôle des femmes dans l'Espagne Nationale Syndicaliste susceptible de résoudre la contradiction et de limiter les effets de la situation d'exception produite par la guerre. Ils permettent d'établir deux idéaux de femmes bien distincts : *l'idéal phalangiste de la femme espagnole* s'adresse à la grande majorité des Espagnoles qui, selon cette représentation, n'auraient quitté leur foyer que par devoir patriotique, en contrariant douloureusement leur profonde aspiration à se consacrer corps et âme à leur foyer, à leur mari, à leurs enfants. C'est le cœur léger, selon cette représentation, que ces femmes accueilleront le retour au foyer que leur ménage la paix nationale syndicaliste. D'un autre côté, un autre idéal est défini lors des Conseils Nationaux : c'est *l'idéal de la phalangiste*, un idéal en contradiction avec le premier, et qui s'adresse à une élite féminine. Cette élite pousserait si loin son sens du devoir patriotique et du sacrifice pour la cause nationale syndicaliste qu'elle renoncerait définitivement – en non temporairement comme les précédentes – aux joies de la famille, pour consacrer sa vie à l'action hors d'un foyer qu'il lui serait interdit de construire. Une telle légitimation exonère ainsi de toute culpabilité ces femmes qui, actives dans la hiérarchie de la Section Féminine faute d'avoir pu se marier ou par goût du pouvoir et de l'action, évoluent presque entièrement dans l'espace public alors qu'elles ont pour mission d'en écarter l'ensemble des Espagnoles.

Bibliographie :**Sources :**

- BARRACHINA, Marie-Aline (1976), Entrevue avec Dora Maqueda, 1 avril.
- BRAVO MARTÍNEZ, Francisco (1943), *Historia de la Falange Española y de las JONS*, Editora Nacional, 2° ed. Madrid.
- FE, reproducción facsimil del semanario de la Phalange* (1943), 7 de diciembre 1933-19 de julio de 1934, Madrid, Editora Nacional.
- FORMICA, Mercedes (1982), *Visto y vivido, 1931-1937 : pequeña historia de ayer*, Barcelona, Planeta.
- FOXA, Agustín (1938), *Madrid de Corte a Checa, Episodios nacionales*, vol. 1, Jerarquía.
- JATO MIRANDA, David (1954), *La rebelión de los estudiantes*, Madrid.
- PRIMO DE RIVERA, José Antonio (1976), *Escritos y discursos, obras completas*, Agustín del Río Cisneros ed. Instituto de Estudios Políticos, Madrid, 2 vol.
- RUIZ DE ALDA, Julio (1939), *Obra completa*, Madrid, Ediciones FE.
- Y, revista para la mujer* (1938-1945), Delegación Nacional de la Sección Femenina, (février-novembre)

Ouvrages critiques :

- BALLARÍN, Pilar (2001), *La educación de las mujeres en la España contemporánea (siglos XIX y XX)*, Madrid, Síntesis.
- BARRACHINA, Marie-Aline (1991), « Ideal de la mujer falangista, ideal falangista de la mujer », *La mujer en la Guerra Civil*, Instituto de la Mujer (Ministerio de Asuntos Sociales / Ministerio de Cultura) Salamanca : 211-217.
- BLASCO, Inmaculada (2003), *Paradojas de la ortodoxia. Política de masas y militancia católica en España (1919-1939)*, Zaragoza, Prensas Universitarias de Zaragoza.
- BUSSY GENEVOIS, Danièle (2002), (sous la direction de), *Les Espagnoles dans l'histoire. Une sociabilité démocratique, XIX^e - XX^e siècles*, Saint-Denis, Presses Universitaires de Vincennes.
- CAPEL, Rosa (1982), *El trabajo y la educación de la mujer en España 1900-1930*, Madrid, Ministerio de Cultura.
- NASH, Mary (1981), *Mujer y movimiento obrero en España, 1931-1939*, Barcelona, Fontamara.
- RODRIGUEZ JIMENEZ, José Luis (2000), *Historia de Falange Española de las JONS*, Madrid, Alianza Editorial.
- SAMANIEGO BONEU, Mercedes (1977), *La política educativa de la segunda República*, Madrid, CSIC, Escuela de Historia Moderna.
- SCANLON, Géraldine [1976] (1986), *La polémica feminista en la España contemporánea, 1868-1974*, Madrid, Siglo XXI y Akal.
- SOUTHWORTH, Herbert R. (1967), *Antifalange, Estudio crítico de Falange en la Guerra de España, la Unificación y Hedilla, de Manuel Garcia Venero*, Paris, Ruedo Ibérico.

Pour citer cet article : BARRACHINA, Marie-Aline (2007), « L'engagement militant à l'extrême droite : le cas de la Section féminine de la Phalange espagnole. (Années 30) », *Lectures du genre* n° 2 : Femmes/Histoire/histoires.

http://www.lecturesdugenre.fr/Lectures_du_genre_2/Barrachina.html

Version PDF : 14-23